Conseil d'Etat
Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 7 août 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'élection des délégués du personnel aux conseils d'entreprise dans l'industrie de la réparation de navires", a donné en sa séance du 23 août 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 7e Augustus 1951 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de verkiezing van de afgevaardigden van het personeel bij de ondernemingsraden in het scheepsherstellingsbedrijf", heeft ter zitting van 23 Augustus 1951 het volgend advies gegeven :

Il n'y a pas lieu de viser, dans l'alinéa 1er du préambule, l'article 28 de la loi du 20 septembre 1948 : il n'en est fait aucune application en l'espèce.

\+

\+ \+

L'article 16 de l'arrêté du Régent du 13 juillet 1949 n'est modifié en rien par le projet et il n'y est pas dérogé.

Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de le viser au préambule. Il en est de même pour l'article 31 ainsi que pour l'article 11 de l'arrêté du Régent du 13 juin 1949.

\+

\+ \+

Il n'est pas opportun de diviser en chapitres un texte qui ne comporte que cinq articles.

\+

\+ \+

Contrairement aux termes de l'article 1er du projet, l'obligation pour les travailleurs d'être occupés dans l'entreprise à la date de l'élection pour y jouir du droit de vote ne constitue pas une dérogation à l'article 1er de l'arrêté du Régent du 23 novembre 1949, dont l'alinéa 2 prévoit expressément cette condition. La dérogation consiste en la dispense d'une autre condition : celle d'y être occupé depuis trois mois à

.../...

la date de l'élection. Les intentions du Gouvernement seraient mieux traduites par le texte qui suit :

" La condition exigée des travailleurs par l'article 1er, alinéa 1er, 3°, de l'arrêté du Régent du 23 novembre 1949, pour participer à l'élection de délégués du personnel aux conseils d'entreprise, à savoir être occupé depuis 3 mois au moins dans l'entreprise, n'est pas requise en ce qui concerne les travailleurs appatenant à une entreprise du ressort de la commission paritaire nationale de l'industrie de la réparation de navires.".

\+

\+ +

Dans l'article 2, il n'est pas davantage dérogé à l'article 19, 2°, de la loi du 20 septembre 1948.

Il y est simplement fait application de la partie de cet article qui autorise le Roi à fixer des conditions d'éligibilité spéciales pour les travailleurs de certaines industries.

Le Conseil d'Etat estime que le texte gagnerait en clarté si l'ensemble des conditions d'éligibilité était repris dans cet article. Il lui paraît également que du texte du projet ne se dégage pas suffisamment l'idée exprimée par les mots "où il vote", à savoir que, pour être éligible, un candidat doit être occupé dans l'entreprise le jour de l'élection, condition qui, dans l'article 19 de la loi, se dégage à suffisance de l'exigence qui y est formulée d'une

.../...

occupation depuis six mois dans l'entreprise. Or, cette exigence n'est pas reprise dans le projet.

Le texte qui suit est à la fois plus précis et plus exact que celui du projet.

" Pour être éligible comme délégué du personnel aux conseils d'entreprise, le travailleur appartenant à une entreprise du ressort de la commission paritaire nationale de l'industrie de la réparation de navires doit répondre aux conditions suivantes :

1° être belge et âgé de 25 ans au moins;

2° avoir été occupé dans l'industrie de la réparation de navires pendant trois ans au moins et dans l'entreprise pendant 75 jours au moins au cours de la période de six mois précédant la date de l'élection;

3° faire partie du personnel de l'entreprise à la date de l'élection.".

\+

\+ \+

L'idée exprimée dans l'article 3, a, est qu'il y a lieu de déroger au texte de l'article 11 de l'arrêté du Régent du 13 juillet 1949 qui prescrit la remise de la convocation cinq jours au moins avant l'élection,ou l'envoi par lettre recommandée à la poste au plus tard le lendemain de l'expiration du délai. Le texte du projet traduit mal cette idée. On pourrait, à le lire, croire que l'on entend interdire la remise de la convocation avant le jour de l'élection. Il est donc indiqué d'en remanier la rédaction.

.../...

D'autre part, l'idée exprimée dans l'article 3, b, n'est pas différente de celle qui est incluse dans l'article 16 de l'arrêté du Régent du 13 juillet 1949.

En effet, cet article dispose que le président "peut admettre au vote les travailleurs de l'entreprise ne figurant pas sur la liste électorale mais qui justifient par des moyens de preuve sur lesquels le bureau se prononce, qu'ils remplissent les conditions exigées pour participer au scrutin".

Il est certain que l'emploi du verbe"pouvoir" ne signifie pas qu'il est accordé un pouvoir discrétionnaire au président du bureau.

Il ne dépend pas de la libre volonté de celui-ci d'admettre ou de refuser les travailleurs se trouvant dans les conditions requises. Il en a, de toute évidence, l'obligation.

Dans ces conditions, l'article 3, b, du projet, par ailleurs dépourvu de portée pratique, présente cet inconvénient grave de risquer d'engendrer une fausse interprétation du texte général.

Le Conseil d'Etat propose de ramener l'ensemble du texte de l'article 3 à la seule disposition qui suit :

" Par dérogation à l'article 11 de l'arrêté du Régent du 13 juillet 1949, la convocation peut être remise aux électeurs dans l'entreprise jusqu'au jour même de l'élection.".

.../...

D'après les intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été rapportées au Conseil d'Etat, la seule portée de l'article 4 est de rappeler que les dispositions des arrêtés des 13 juin et 13 juillet 1949 s'appliquent en ce qui concerne l'entrée en vigueur de cet arrêté et qu'il n'y est pas dérogé. Ce rappel trouverait sa raison d'être dans le fait qu'il y a été dérogé par un autre arrêté particulier relatif, celui-ci, aux briqueteries. Aucune confusion n'étant à craindre entre ces dernières et les entreprises visées par le projet, l'article 4 est superflu. Le Conseil d'Etat en propose la suppression.

Le texte proposé ci-après tient compte des observations qui précèdent.

ARRETE ROYAL RELATIF A L'ELECTION DES DELEGUES DU PERSONNEL AUX CONSEILS D'ENTREPRISE DANS L'INDUSTRIE DE LA REPARATION DE NAVIRES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, complétée par la loi du 18 mars 1950, notamment les articles 18 à 20 et 27;

Vu l'arrêté du Régent du 13 juin 1949 organique des conseils d'entreprise, modifié par l'arrêté du Régent du 11 janvier 1950 et par l'arrêté royal du 28 décembre 1950;

.../...

Vu l'arrêté du Régent du 13 juillet 1949 organisant l'élection des délégués aux conseils d'entreprise, modifié par l'arrêté du Régent du 11 janvier 1950 et par l'arrêté royal du 28 décembre 1950, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté du Régent du 23 novembre 1949 déterminant les conditions d'électorat pour la constitution des conseils d'entreprise et la procédure relative à la confection des listes électorales, modifié par l'arrêté du Régent du 11 janvier 1950, notamment les articles 1er et 2;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer des modalités spéciales d'application pour l'élection des délégués du personnel aux conseils d'entreprise dans les entreprises relevant de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la réparation de navires;

Vu l'avis de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la réparation de navires;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes et de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

La condition exigée des travailleurs par

.../...

l'article 1er, alinéa 1er, 3°, de l'arrêté du Régent du 23 novembre 1949, pour participer à l'élection de délégués du personnel aux conseils d'entreprise, à savoir être occupé depuis 3 mois au moins dans l'entreprise, n'est pas requise en ce qui concerne les travailleurs appartenant à une entreprise du ressort de la commission paritaire nationale de l'industrie de la réparation de navires.

Article 2.-

Pour être éligible comme délégué du personnel aux conseils d'entreprise, le travailleur appartenant à une entreprise du ressort de la commission paritaire nationale de l'industrie de la réparation de navires doit répondre aux conditions suivantes :

1° être belge et âgé de 25 ans au moins;

2° avoir été occupé dans l'industrie de la réparation de navires pendant 3 ans au moins et dans l'entreprise pendant 75 jours au moins au cours de la période de 6 mois précédant la date de l'élection;

3° faire partie du personnel de l'entreprise à la date de l'élection.

Article 3.-

Par dérogation à l'article 11 de l'arrêté du Régent du 13 juillet 1949, la convocation peut être remise aux électeurs dans l'entreprise jusqu'au jour même de l'élection.

.../...

Article 4.-

Notre Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes et Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Het eerste lid van de inleiding hoeft niet te verwijzen naar artikel 28 van de wet van 20 September 1948 : het ontwerp is geen toepassing er van.

\+

\+ +

Artikel 16 van het besluit van de Regent van 13 Juli 1949 wordt door het ontwerp niet gewijzigd; evenmin wordt van dat artikel afgeweken.

Derhalve moet de inleiding dat artikel niet vermelden. Hetzelfde geldt voor artikel 31 en voor artikel 11 van het besluit van de Regent van 13 Juni 1949.

\+

\+ +

Het is niet aangewezen een tekst met vijf artikelen in hoofdstukken in te delen.

\+

\+ +

In strijd met de bewoordingen van artikel 1 van het ontwerp,behelst de verplichting, dat de arbeiders op de datum van de verkiezing in de onderneming tewerkgesteld zijn om er het kiesrecht te hebben, geen afwijking van artikel 1 van het besluit van de Regent van 23 November 1949,waarvan het tweede lid uitdrukkelijk die voorwaarde stelt. Wel bestaat de afwijking in de vrijstelling van een andere voorwaarde: namelijk dat zij op de datum van de verkiezing sedert drie maanden in de onderneming tewerkgesteld zijn. De onderstaande lezing zou de bedoelingen van de Regering beter doen uitkomen :

.../...

"De voorwaarde, dat de arbeiders sedert drie maanden in de onderneming zijn tewerkgesteld zoals bij artikel 1, eerste lid, 3°, van het besluit van de Regent van 23 November 1949 is opgelegd om aan de verkiezing van de afgevaardigden van het personeel bij de ondernemingsraden deel te nemen, is niet vereist ten aanzien van de arbeiders die behoren tot een onderneming ressorterende onder het Nationaal Paritair Comité van het scheepsherstellingsbedrijf.".

\+

\+ \+

In artikel 2 wordt evenmin van artikel 19, 2°, van de wet van 20 September 1948 afgeweken.

Er wordt eenvoudig toepassing gemaakt van het gedeelte van dat artikel dat de Koning machtigt bijzondere voorwaarden tot verkiesbaarheid voor arbeiders van sommige bedrijven vast te stellen.

De Raad van State is van oordeel dat de tekst duidelijker zou worden indien alle voorwaarden tot verkiesbaarheid in dat artikel werden opgenomen. Eveneens schijnt hem uit de tekst van het ontwerp niet duidelijk genoeg de gedachte naar voren te treden, die uitgedrukt is in de woorden "waar hij stemt", namelijk dat een candidaat, om verkiesbaar te zijn, op de dag van de verkiezing in de onderneming tewerkgesteld moet zijn, voorwaarde die in artikel 19 van de wet genoegzaam blijkt uit het vereiste van tewerkstelling sedert zes maanden in de onderneming, in hetzelfde artikel genoemd. Dit vereiste wordt echter in het ontwerp niet overgenomen.

.../...

De volgende tekst is duidelijker en juister dan die van het ontwerp :

"Om als afgevaardigde van het personeel bij de ondernemingsraden verkiesbaar te zijn, moet de arbeider die behoort tot een onderneming ressorterend onder het Nationaal Paritair Comité van het scheepsherstellingsbedrijf, aan de volgende vereisten voldoen :

1° Belg zijn en ten minste 25 jaar oud;

2° in het scheepsherstellingsbedrijf gedurende ten minste 3 jaar en in de onderneming gedurende ten minste 75 dagen tijdens de periode van zes maanden vóór de dag van de verkiezing tewerkgesteld zijn;

3° op de dag van de verkiezing deel uitmaken van het personeel van de onderneming.".

\+

\+ \+

Wat artikel 3, a, wil uitdrukken, is dat er aanleiding toe bestaat af te wijken van de tekst van artikel 11 van het besluit van de Regent van 13 Juli 1949, voorschrijvende dat de oproepingsbrief ten minste vijf dagen vóór de verkiezing wordt overhandigd of uiterlijk de dag volgend op het verstrijken van deze termijn onder een ter post aangetekende omslag wordt verzonden. De tekst van het ontwerp geeft deze gedachte slecht weer. Wanneer men hem leest, kan men de indruk krijgen dat het verboden is de oproepingsbrief vóór de dag van de verkiezing te overhandigen. Het ware dus best hem anders te redigeren.

.../...

Anderzijds verschilt de gedachte uitgedrukt in artikel 3, b, niet van die welke neergelegd is in artikel 16 van het besluit van de Regent van 13 Juli 1949.

Dat artikel bepaalt immers dat de voorzitter "tot de stemming kan toelaten de arbeiders der onderneming die op de kiezerslijsten niet voorkomen doch door bewijsmiddelen, waarover het bureel zich uitspreekt, doen blijken dat zij voldoen aan de vereisten om aan de stemming deel te nemen".

Zeker is dat het gebruik van het werkwoord "kunnen" niet betekent dat de voorzitter van het bureau een discretionaire macht wordt verleend.

Het hangt niet af van zijn goedvinden de arbeiders die aan de vereisten voldoen al dan niet toe te laten. Hij is daar klaarblijkelijk toe verplicht.

Aldus biedt artikel 3, b, van het ontwerp, dat trouwens geen practische draagwijdte heeft, het grote bezwaar dat het tot een verkeerde interpretatie van de algemene tekst kan leiden.

De Raad van State stelt voor, de hele tekst van artikel 3 tot de volgende tekst te herleiden :

"In afwijking van artikel 11 van het besluit van de Regent van 13 Juli 1949, kan de oproepingsbrief tot de dag zelf der verkiezing aan de kiezers in de onderneming worden overhandigd.".

.../...

Naar de bedoelingen van de Regering zoals die aan de Raad van State zijn uiteengezet, wil artikel 4 enkel in herinnering brengen dat het bepaalde bij de besluiten van 13 Juni en 13 Juli 1949 van toepassing is ten aanzien van de inwerkingtreding van dit besluit en dat van die besluiten niet wordt afgeweken. Een rechtvaardiging hiervoor ware, dat een ander bijzonder besluit,namelijk met betrekking tot de steenbakkerijen , daarvan is afgeweken. Daar echter geen enkele verwarring tussen de steenbakkerijen en de bij het ontwerp bedoelde ondernemingen te vrezen valt, is artikel 4 overbodig. De Raad van State stelt voor het te schrappen.

De hiernavolgende tekst houdt rekening met voorgaande opmerkingen:

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE VERKIEZING VAN DE AFGEVAARDIGDEN VAN HET PERSONEEL BIJ DE ONDERNEMINGSRADEN IN HET SCHEEPSHERSTELLINGSBEDRIJF.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 20 September 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, aangevuld bij de wet van 18 Maart 1950, namelijk op de artikelen 18 tot 20 en 27;

Gelet op het besluit van de Regent van 13 Juni 1949 tot oprichting van de ondernemingsraden, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 11 Januari 1950 en bij het koninklijk besluit van 28 December 1950;

.../...

Gelet op het besluit van de Regent van 13 Juli 1949 waarbij de verkiezing van de afgevaardigden van het personeel bij de ondernemingsraden wordt ingericht, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 11 Januari 1950 en bij het koninklijk besluit van 28 December 1950, namelijk op artikel 11;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 November 1949 tot vaststelling van de voorwaarden van kiesrecht voor de oprichting der ondermingsraden en van de procedure voor de opmaking der kiezerslijsten, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 11 Januari 1950, namelijk op de artikelen 1 en 2;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat bijzondere toepassingsmodaliteiten te bepalen voor de verkiezing van de afgevaardigden van het personeel bij de ondernemingsraden van de ondernemingen ressorterend onder het Nationaal Paritair Comité van het scheepsherstellingsbedrijf;

Gelet op het advies van het Nationaal Paritair Comité van het scheepsherstellingsbedrijf;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en Middenstand en van Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

.../...

Artikel 1.-

De voorwaarde, dat de arbeiders sedert drie maanden in de onderneming zijn tewerkgesteld zoals bij artikel 1, eerste lid, 3°, van het besluit van de Regent van 23 November 1949 is opgelegd om aan de verkiezing van de afgevaardigden van het personeel bij de ondernemingsraden deel te nemen, is niet vereist ten aanzien van de arbeiders die behoren tot een onderneming ressorterende onder het Nationaal Paritair Comité van het scheepsherstellingsbedrijf.

Artikel 2.-

Om als afgevaardigde van het personeel bij de ondernemingsraden verkiesbaar te zijn, moet de arbeider die behoort tot een onderneming ressorterend onder het Nationaal Paritair Comité van het scheepsherstellingsgedrijf, aan de volgende vereisten voldoen:

1° Belg zijn en ten minste 25 jaar oud;

2° in het scheepsherstellingsbedrijf gedurende ten minste 3 jaar en in de onderneming gedurende ten minste 75 dagen tijdens de periode van zes maanden vóór de dag van de verkiezing tewerkgesteld zijn;

3° op de dag van de verkiezing deel uitmaken van het personeel van de onderneming.

Artikel 3.-

In afwijking van artikel 11 van het besluit van de Regent van 13 Juli 1949, kan de oproepingsbrief tot de dag zelf der verkiezing aan de kiezers in de onderneming worden overhandigd.

.../...

Artikel 4.-

Onze Minister van Economische Zaken en Middenstand en Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONING :

De Minister van Economische Zaken en Middenstand,

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	A. VRANCKX,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	J. COYETTE, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	J. VAUTHIER, F. DUCHENE,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	J. COOLEN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. COYETTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. COYETTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) A. VRANCKX.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.